

Un programme très mariné

MARINE LE PEN s'offre une partie de bonneteau avec ses promesses électorales dans l'interview qu'elle a accordée au « Parisien » (8/1). La patronne du Front y qualifie l'euro d'« **obstacle majeur au développement de notre économie** ». Tous les observateurs ont donc compris qu'elle voulait quitter sans délai la monnaie commune. Un an auparavant, Le Pen semblait pourtant bien moins pressée.

Questionnée le 10 février au 20 heures de TF1 sur la possibilité d'une sortie unilatérale de l'euro, elle répondait : « **Il n'en a jamais été question ! Jamais !** » Elle assurait alors privilégier la « **négociation avec l'Union européenne** ».

Aujourd'hui, Marine Le Pen

s'enflamme également sur la question des régions. Elle propose leur suppression radicale. Cette suggestion ne date pas d'hier : la candidate l'avait déjà claironné lors des élections départementales de mars 2015. Mais, six mois plus tard, elle l'avait mise prudemment sous le boisseau... le temps du scrutin régional, où elle se rêvait élue présidente des futurs Hauts-de-France.

En revanche, il n'est plus question de rayer le Sénat d'un trait de plume, comme Le Pen l'affirmait en 2014. En cette période de course aux parrainages pour la présidentielle, il paraît plus prudent de ménager les sénateurs, qui peuvent être de précieux relais pour la collecte des signatures auprès des maires des petites

communes. Au contraire, la candidate a entrepris de les cajoler, au point de leur faire miroiter la possibilité d'un statut dérogatoire au non-cumul des mandats. « **Des sénateurs qui ne seraient pas**

La vérité si jument

CETTE confiance de Marine Le Pen, soulagée de lancer enfin sa campagne présidentielle (« Le Parisien », 8/1) :

« **J'avais des fourmis dans les pattes, je grattais le sol du sabot.** »

Ça faisait comme un bruit de bottes... de foin ?

des élus locaux, ça créerait une déconnexion préjudiciable », a-t-elle minaudé sur BFM (3/1).

Décidément très en forme, Madame Fille a formulé par ailleurs quelques idées sur la réduction du nombre de fonctionnaires. Elle juge désormais qu'il y a trop de fonctionnaires territoriaux et qu'il faut les redéployer dans les services de l'Etat en « **déficit de personnel** ». Comme les seuls secteurs où le Front entend créer des postes de fonctionnaires se résument à l'armée, à la police et aux gardiens de prison, il ne reste plus qu'à transformer les cantonniers ou les travailleurs sociaux en parachutistes, en CRS ou en matons.

Les intéressés vont se précipiter...

H. L.